

48e session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 : Débat général

Intervention orale

Madame la Présidente,

Right Livelihood et l'Instance Sahraouie Contre l'Occupation Marocaine (ISACOM) souhaitent exprimer leur profonde inquiétude quant à la situation des droits humains dans les territoires occupés du Sahara occidental. La répression est d'autant plus sévère depuis la reprise du conflit armé en novembre 2020 et les mesures prises dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

Les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les prisonniers politiques font l'objet d'épisodes d'harcèlement, de menaces, d'arrestations arbitraires, de mauvais traitements, de torture et de violences sexuelles. Cela fait maintenant 10 mois que ma collègue la militante Sultana Khaya est arbitrairement confinée à son domicile, sans électricité, sans accès à Internet, elle souffre au quotidien la répression marocaine et son état de santé et très préoccupante.

Le 26 août, nous avons organisé une manifestation pacifique en solidarité avec elle à el-EI Aiun occupé, la police marocaine nous a agressé en dispersant la manifestation par la force. Plusieurs membres de ISACOM ont été blessés, dont moi-même.

Malheureusement les responsables marocains continuant à bénéficier d'une impunité totale.

Madame la présidente,

Depuis plus de 40 ans, nous réclamons le respect de la liberté d'exercer notre droit inaliénable à l'autodétermination. Il est temps que l'ONU assume sa responsabilité dans la décolonisation du Sahara occidental.

Je réitère mes appels au HCDH pour qu'il envoie immédiatement une mission d'observation sur le territoire.

Enfin, je demande au Conseil d'organiser un débat et d'envisager la création d'un Rapporteur Spécial sur la situation du Sahara occidental.

Je vous remercie.

English translation (unofficial):

Madam President,

Right Livelihood and the Sahrawi Instance Against the Moroccan Occupation (ISACOM) wish to express their deep concern about the human rights situation in the occupied territories of Western Sahara. The repression is even more severe since the resumption of the armed conflict in November 2020 and the measures taken in the framework of the COVID-19 pandemic.

Human rights defenders, journalists, and political prisoners are subject to episodes of harassment, threats, arbitrary arrests, ill-treatment, torture, and sexual violence. For ten months now, my colleague, the activist Sultana Khaya, has been arbitrarily confined to her home, without electricity or access to the Internet. She suffers from the Moroccan repression on a daily basis and her health is very worrying.

On August 26, we organized a peaceful demonstration in solidarity with her in occupied El Aiun. The Moroccan police attacked us and dispersed the demonstration by force. Several members of ISACOM were injured, including myself.

Unfortunately, the Moroccan officials continue to enjoy total impunity.

Madam President,

For over 40 years, we have been demanding respect for the freedom to exercise our inalienable right to self-determination. It is time for the UN to assume its responsibility for the decolonization of Western Sahara.

I reiterate my calls to the OHCHR to immediately send an observer mission to the territory.

Finally, I ask the Council to organize a debate and consider the creation of a Special Rapporteur on the situation of Western Sahara.

I thank you for your attention.